

## LES FAITS MARQUANTS DE CANCUN MARDI, 7 DÉCEMBRE 2010

Dans l'après-midi de mardi a eu lieu la cérémonie d'ouverture du segment de haut niveau. En outre, un certain nombre de groupes de contact et de consultations informelles se sont tenus tout au long de la journée dans le cadre de la CdP/RdP, de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP.

### SEGMENT DE HAUT-NIVEAU

L'ouverture de la cérémonie de haut niveau a eu lieu dans l'après-midi et les participants ont été accueillis au Mexique avec des danses et de la musique.

Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres a souligné que les parties se trouvent «à un stade crucial» et les a exhortées à mettre de côté les intérêts nationaux de court-terme afin de "remettre le processus sur la bonne voie." Elle a appelé à la "conciliation" sur les questions clés et a déclaré que l'échec à la réalisation d'un consensus à Cancun compromettra le bien-être à long terme de tous les pays.

Le Secrétaire général des Nations Unies Banki-moon s'est dit préoccupé par les progrès insuffisants après de nombreuses années de négociations. Il a déclaré que certes la solution à Cancun à toutes les questions n'est pas essentielle, mais qu'il faudrait faire des progrès sur tous les fronts.

Le Président Felipe Calderón du Mexique a déclaré que des milliards d'êtres humains attendent une «réponse claire aux changements climatiques que nous ne pouvons ne pas donner», et a insisté sur les progrès importants au cours de la dernière semaine pour restaurer la confiance dans le système multilatéral. Cependant, il a souligné, les progrès qui doivent être faits sur une formule pour prévenir le changement climatique et catalyser les économies vertes et les changements du paradigme de développement.

Le segment de haut niveau s'est poursuivi pendant tout l'après-midi avec les déclarations des chefs d'états et de gouvernements, ainsi que des orateurs au nom des groupes. Les déclarations nationales se poursuivront mercredi et jeudi. Une diffusion par internet de toutes les déclarations est disponible en ligne au: <http://webcast.cc2010.mx>

## GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

**FONDS D'ADAPTATION (CdP/RdP) :** Au cours des consultations informelles et du groupe de contact en matinée, les parties se sont penchées sur le projet de texte révisé relatif au rapport du Conseil du Fonds d'Adaptation et sur l'examen du Fonds d'adaptation.

Au cours des consultations informelles, bon nombre de parties ont supporté le texte révisé avec des modifications mineures. Pour ce qui est du rapport sur le Fonds d'Adaptation, les divergences se sont maintenues sur les ateliers proposés sur l'accréditation des entités nationales d'exécution. Certaines parties se sont opposées à l'inclusion des ateliers. Cependant, d'autres ont souligné que conformément au texte, les ateliers devront dépendre de la disponibilité des fonds et être précédés par une consultation avec le Conseil, ce qui permettra de s'assurer qu'ils ne se tiendront qu'au moment approprié.

Dans les groupes de contact qui ont suivi, les PHILIPPINES ont déploré qu'après une année de négociations sur la question, aucun accord n'a été conclu, tandis que l'UE a souligné que la proposition sur la tenue des ateliers n'a été introduite que récemment. Les discussions se poursuivront.

**CONFORMITÉ (CdP/RdP) :** Au cours des consultations informelles en matinée, les parties ont poursuivi l'examen de l'appel de la Croatie contre une décision de la Division du Comité conformité chargée de la mise en application. Les discussions ont porté essentiellement sur un projet de décision de la CdP/RdP proposée par les co-présidents. Les parties ont également examiné une nouvelle suggestion par une partie sur un amendement au Protocole de Kyoto relatif à la conformité. Les consultations se poursuivront.

**CHAPITRE 1 (réductions d'émissions de l'Annexe 1) (AWG-KP) :** Dans le sous-groupe de la matinée sur les «chiffres», les parties se sont employées à réduire le nombre d'options dans le texte. Les parties ont convenu de n'insérer «aucune nouvelle option» pour refléter les discussions sur le report des surplus d'unités de quantités attribuées (UQA). Les parties ont également décidé que les options sur l'amendement de l'Article 3.1 du Protocole (engagements de réductions et de limitation des GES), Article 3.7 (calcul des quantités attribuées dans la première période d'engagement), Article 3.9 (nouveaux engagements des parties à l'Annexe 1) et Articles 4.2 et 4.3

(exécution conjointe des engagements), soient regroupé en un seul texte entre crochets pour faciliter la prise d'une décision politique au niveau ministériel.

#### **CHAPITRE IV (ensemble de questions méthodologiques)**

**(AWG-KP) :** Dans le sous-groupe informel, les parties ont examiné le texte sur les potentiels de réchauffement planétaire. Elles ont discuté des implications de l'utilisation du Deuxième, ou du Quatrième Rapport d'Évaluation du GIEC sur les émissions globales et individuelles des parties. Certaines parties ont souligné la nécessité d'utiliser les méthodologies qui sont cohérentes avec l'AWG-KP. Les parties ont également souligné leur intérêt pour envisager l'ajout des nouveaux GES, mais les divergences persistent sur des gaz spécifiques. Le vice-président de l'AWG-KP fera rapport au président de l'AWG-KP.

**CHAPITRE II (UTCATF) (AWG-LCA) :** Au cours des consultations informelles de l'après-midi, les parties ont convenu de progresser en se basant sur le document non-officiel des facilitateurs résultant des travaux de samedi. Les parties ont ensuite débattu des produits ligneux récoltés, soulignant que la bioénergie sera présentée dans le secteur de l'énergie. Les parties ont également discuté de la force majeure et des défis posés par la comptabilisation dans le domaine des incendies. À propos des niveaux de référence, les discussions ont porté sur la nécessité de tenir compte tant de la complexité que de la flexibilité lors de l'examen des différentes situations nationales.

**VISION PARTAGÉE (AWG-LCA) :** Dans la matinée, le groupe de rédaction a examiné le texte révisé en se basant sur les discussions de lundi. Le texte comprend un nouveau libellé sur, entre autres : les émissions globales passées et actuelles; la stabilisation des concentrations de GES bien en-dessous des 350 parts par million; les réductions globales d'émissions d'au moins 50% à partir des niveaux de 1990 à l'horizon 2050; et le respect des droits humains.

Un certain nombre de pays en développement se sont opposés à l'exercice consistant à « trier et à choisir » entre les soumissions des parties. Plusieurs pays développés ont déclaré que le texte « n'est pas parfait » et omet de nombreuses options qu'ils ont supportées, mais ont ajouté que ce texte constitue le seul « moyen d'aller de l'avant » si les parties veulent avoir quelque chose à soumettre au segment de haut niveau.

Les parties ont également débattu du texte proposé par un certain nombre de pays en développement sur la responsabilité historique et sur les lacunes dans la mise en œuvre. Plusieurs pays ont appuyé l'affirmation que « le changement climatique constitue l'un des plus grands défis posés à l'humanité » et que les parties partagent une vision qui favorise la mise en œuvre de la Convention, fixe les objectifs d'émissions plutôt qu'un « plafond difficile » et oriente les actions et les politiques des parties en tenant compte de leurs « différences et de leurs situations ». Un certain nombre de pays en développement ont souligné la responsabilité historique et ont exhorté les pays de l'Annexe I à faire preuve de leadership, notamment dans les domaines du financement et du transfert de technologies. De nombreux pays développés ont souligné que la Convention fait référence aux émissions historiques et actuelles.

Il avait également été demandé d'insérer un texte appelant les parties à l'Annexe I à contribuer à hauteur de 6% de leur Produit national brut (PNB) au financement de l'atténuation et de l'adaptation dans les pays en développement, et de 1% de leur PNB pour le soutien aux activités dans le domaine de la foresterie en guise du « remboursement de leur dette climatique ».

Plusieurs pays développés ont suggéré d'utiliser le texte du facilitateur comme terrain d'entente, tandis que d'autres pays en développement ont déclaré qu'il n'y avait pas d'accord sur l'opportunité de continuer en raison de l'absence d'un texte impulsé par les pays. Les facilitateurs se concerteront avec la présidente de l'AWG-LCA.

#### **FINANCEMENT, TECHNOLOGIE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (AWG-LCA) :**

Dans le groupe de rédaction de la matinée, les parties ont eu à examiner un document non-officiel contenant les éléments pour un projet de décision sur le financement. Le document incluait des sections et des options sur le financement rapide, le financement à long-terme, le nouveau fonds proposé et le nouvel organe au titre de la CdP, pour aider le mécanisme de financement, et la livraison du financement du changement climatique. Le document non-officiel incluait une annexe contenant les termes de référence pour la conception du nouveau fonds.

Après une courte pause avant l'examen du texte, les parties ont présenté leurs réactions initiales. Un pays développé a observé que le texte est devenu de plus en plus ambitieux dans sa portée et les détails, et s'est dit préoccupé par le fait que les grandes attentes d'un accord pour cette semaine pourraient ne pas être comblées.

Quant au financement rapide, les pays en développement ont déclaré que le texte devrait fournir plus de détails sur la transparence, y compris indiquer si le financement est effectivement nouveau et complémentaire, s'il est réparti également entre l'atténuation et l'adaptation, et quel montant a été décaissé en 2010. Un pays en développement a suggéré d'ajouter un autre groupe de pays en développement à ceux identifiés comme bénéficiaires prioritaires du financement rapide. Outre les PMA, les PIED et l'Afrique, elle a ajouté les « pays en développement comportant des zones sujettes aux sécheresses, aux inondations et à la désertification, avec des écosystèmes fragiles et faisant face à un accroissement de la fréquence des phénomènes extrêmes et catastrophiques et à des tendances de changement climatique. »

Pour ce qui est du financement à long terme, les pays en développement ont appuyé l'option que les pays développés engageront 1,5% de leur PIB pour aider les pays en développement, au lieu du texte faisant référence à un engagement annuel de 100 milliard \$US d'ici 2020. Beaucoup de pays développés ont exprimé des réserves sur ce texte, indiquant que la principale source ou source majeure de financement sera évaluée, ainsi que les contributions indicatives des parties à l'Annexe II de la Convention. Certains pays développés ont appuyé la référence au Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur le Financement des changements climatiques.

À propos du conseil du nouveau fonds, un certain nombre de pays en développement ont insisté pour qu'il fasse référence aux PEID et aux PMA.

**TECHNOLOGIE :** Le groupe de rédaction s'est penché sur la technologie au cours de la session tenue en fin de matinée. Les pays en développement ont présenté deux décisions possibles, dont l'une contenant les éléments clés d'un accord, et l'autre établissant un programme de travail. Plusieurs délégués ont salué les progrès accomplis dans ce groupe et dans les consultations bilatérales menées plus tôt dans la journée. Cependant, certains pays développés ont déploré que « l'équilibre » qu'ils ont

recherché dans les négociations élargies n'existe plus, et ont déclaré qu'ils ne peuvent plus parvenir à un accord sur un mécanisme de technologie. Plusieurs orateurs ont appuyé l'idée d'identifier les questions qui peuvent faire l'objet d'un accord à Cancun, et celles qui nécessitent un examen plus approfondi en 2011.

**Renforcement des capacités :** Dans l'après-midi, le groupe de rédaction informel a planché sur le développement des capacités. Les parties ont examiné un projet de texte révisé paragraphe par paragraphe. Bon nombre de pays en développement ont appuyé le maintien, dans un instrument juridiquement contraignant, de l'option d'établir un groupe technique sur le développement des capacités, tandis que beaucoup de pays développés ont soutenu l'option affirmant que le mandat des mécanismes institutionnels existante ou de ceux proposés inclut le renforcement des capacités. À propos des références aux entités d'exécution du mécanisme de financement, et de la référence au nouveau fonds proposé, une partie a déclaré que cela pourrait préjuger des autres négociations parallèles. Des divergences de vues ont également persisté sur le texte concernant la déclaration du soutien fourni par les pays développés pour le renforcement des capacités dans les pays en développement, et la déclaration par les pays en développement, des progrès accomplis dans le renforcement des capacités pour faire face aux changements climatiques, y compris l'utilisation du soutien reçu. Les consultations se poursuivent.

**ATTÉNUATION (diverses approches, y compris les possibilités d'utiliser les marchés pour améliorer le rendement et promouvoir les mesures d'atténuation) (AWG-LCA) :** En matinée, le groupe de rédaction a poursuivi l'examen du texte révisé élaboré sur la base de la note de la présidente de l'AWG-LCA. Les parties ont poursuivi la simplification des options.

Réagissant à la nature des propositions de textes présentées par certaines parties, plusieurs parties se sont opposées aux insertions textuelles dans les options qui donnaient l'impression de « nier » la substance des options. Un certain nombre de parties ont également suggéré que les parties devraient seulement faire des propositions textuelles au sujet de leurs propres options. Cependant, d'autres étaient en désaccord, affirmant que toutes les parties conservent le droit de réaliser des insertions dans n'importe quelle option. En réponse, un certain nombre de parties ont reconnu ce droit, mais ont recommandé aux autres de s'abstenir de proposer des textes qui sont contraires à l'essence des options. Les parties ont alors continué de faire des propositions textuelles au texte. Les consultations se poursuivront.

**ATTÉNUATION (pays développés et pays en développement) (AWG-LCA) :** Lors de la rencontre du groupe de rédaction le matin, les parties se sont concentrées sur les nouveaux projets de texte sur l'atténuation par les pays développés et l'atténuation par les pays en développement, préparé par les facilitateurs, et basé sur la note de la présidente de l'AWG-LCA et les vues des parties. Les parties ont été invitées à faire des observations générales sur les deux textes.

Bon nombre de parties ont exprimé leur satisfaction du fait que les textes contiennent une formulation de décision, tout en mettant l'accent sur diverses omissions. Bon nombre de parties ont perçu un manque d'équilibre entre les textes et également entre les textes et les autres travaux de l'AWG-LCA. Plusieurs parties ont déploré l'absence de libellé opérationnel en ce qui concerne, entre autres, les mesures d'atténuation,

les engagements en matière d'établissement des rapports et le développement de directives pour la comptabilité et d'autres règles. Les parties ont continué d'exprimer des points de vue divergents sur le but et la portée du registre proposé, certains déclarant qu'il devrait contenir toutes les MAAN des pays en développement, alors que d'autres indiquaient que toutes les MAAN devraient être inscrites dans l'annexe d'une décision et le registre proposé devrait être limité à la recherche de support aux MAAN. Les parties divergeaient également au sujet de la fréquence et la nature des rapports, de même que de l'entité qui devrait décider de ces questions (si ce devrait être l'AWG-LCA ou le SBI).

Un certain nombre de parties ont également commenté la question de savoir si les pays développés devraient entreprendre des « actions » ou des « engagements » relatifs à l'atténuation, le niveau et la nature ou le cadre légal de telles actions ou engagements, et leur rapport avec le Protocole de Kyoto. Quelques parties ont souligné la nécessité d'aborder la question de la comparabilité des actions ou des engagements, tant parmi les pays développés qu'entre les pays développés et en développement. Un certain nombre de parties ont également suggéré que les engagements de tous les pays soient ancrés dans une annexe d'une décision à Cancun. Cependant, d'autres se sont opposés à cette suggestion. « Les consultations informelles » se poursuivront.

**ATTÉNUATION (approches sectorielles et mesures spécifiques au secteur) (AWG-LCA) :** Lors des consultations informelles le matin, les parties ont présenté des comptes rendus des discussions tenues sur le cadre général et sur l'agriculture.

Au sujet de l'agriculture, les discussions ont abordé les attentes concernant un programme de travail et l'identification des éléments clés pour le secteur, y compris le commerce, l'adaptation, la sécurité alimentaire et la participation des peuples autochtones. Bon nombre de parties ont exprimé une flexibilité à travailler en se basant sur les différents textes existants, à condition que les éléments clés soient inclus.

Concernant la marche à suivre, le désaccord a persisté, bon nombre de parties préférant aborder le cadre général et puis les secteurs spécifiques, alors que d'autres soutenaient une discussion sur les combustibles de soute et l'agriculture. Finalement, un accord a été conclu au sujet de traiter d'un paragraphe général global sur le cadre et puis de discuter des dispositions possibles pour « encadrer » chaque secteur, plusieurs notant que le texte sur l'agriculture est suffisamment complet dans son état actuel.

Les parties ont également discuté des éléments clés à considérer dans le cadre général, tels que : la référence à l'Article 4.1 de la Convention (c) (transfert de technologie) ; l'utilité d'adopter une approche sectorielle ; une référence aux principes de la Convention ; et la nature volontaire des approches sectorielles. Des vues divergentes se sont maintenues au sujet des deux derniers éléments, bon nombre de pays soutenant le besoin de cohérence avec les dispositions et les principes de la Convention et l'inclusion d'une référence au principe des responsabilités communes mais différenciées. Quelques parties étaient en désaccord avec la considération de ce principe dans le contexte des combustibles de soute, mais une partie a noté que l'Organisation de l'aviation civile internationale a déjà identifié des différences parmi les pays. Différents avis ont été exprimés sur la question de savoir si le principe des responsabilités

communes mais différenciées devrait s'appliquer aux sujets techniques et opérationnels dans le cadre de l'Organisation maritime internationale.

Au cours de la rencontre du groupe de rédaction en après-midi, des opinions divergentes ont été exprimées sur l'emploi du texte de Copenhague ou celui de Tianjin, ou la combinaison des deux textes. Les parties ont également discuté du point de savoir si le mandat d'apporter des modifications, qui seraient reflétées dans le prochain texte de la présidente de l'AWG-LCA, serait donné au facilitateur. Les discussions se sont alors concentrées sur la considération du commerce dans le texte sur l'agriculture, les parties faisant des propositions pour un texte de compromis. Les discussions se sont poursuivies en soirée sur un paragraphe-cadre, les combustibles de soute et ce qui peut être reflété dans un texte révisé.

**POINT 3 (nouveaux engagements des pays de l'Annexe D) (AWG-KP) :** Au sein d'un groupe de contact en soirée, le président de l'AWG-KP, John Ashe (Antigua et Barbuda), a attiré l'attention sur une version révisée du texte du président (FCCC/KP/CRP.4/Rev.1) et les réunions subséquentes des sous-groupes. Le président de l'AWG-KP, Ashe, a décrit la nomination des ministres du R-U et du Brésil pour conduire des consultations ministérielles sur les « principales questions politiques ». Le BRÉSIL a alors présenté une vue d'ensemble de ces consultations avec les groupes de négociation et les pays. Il a identifié les défis par rapport à l'établissement d'une deuxième période d'engagement en vertu du Protocole de Kyoto et les interdépendances avec les discussions de l'AWG-LCA sur l'atténuation. Luis Alfonso de Alba (Mexique) a rapporté que la présidente de la CdP/RdP Espinosa rencontrerait les ministres pour considérer la voie à suivre et qu'une séance plénière de bilan de la CdP/RdP serait convoquée tôt mercredi matin.

Au sujet de l'UTCATF, le cofacilitateur Iversen (Danemark) a signalé que le sous-groupe avait été incapable de réduire les options sur la gestion des forêts, mais que le texte sur les produits ligneux récoltés avait été clarifié.

Concernant les mécanismes de flexibilité, le vice-président de l'AWG-KP, Adrian Macey (Nouvelle-Zélande), a noté une proposition pour la poursuite des mécanismes de Kyoto au-delà de la première période d'engagement, de même que des discussions sur la distribution régionale des activités et des coavantages des projets de MDP.

En ce qui a trait à l'ensemble des questions méthodologiques, le vice-président de l'AWG-KP Macey a noté des options claires sur les nouveaux gaz et les potentiels de réchauffement global et a dit que ces problèmes pourraient être résolus à Cancún.

Le cofacilitateur, Leon Charles (Grenade), a signalé que le groupe des « chiffres » a poursuivi l'examen des reports et des surplus d'UQA, et qu'il avait également considéré la manière de rationaliser les propositions de texte. Il a expliqué que, en dépit de l'absence de consensus, il y avait un désir de traiter des reports et des surplus d'UQA. Il a ajouté que le groupe pourrait bénéficier de plus de temps pour aborder cette question.

Concernant les conséquences potentielles, le président de l'AWG-KP Ashe a indiqué qu'il conduisait des consultations bilatérales et présenterait un rapport aux parties ultérieurement. Il a alors informé les parties qu'une version révisée de son texte serait disponible mercredi matin.

## DANS LES COULOIRS

Le segment de haut niveau a débuté à Cancún mardi après-midi par une présentation vibrante sur la beauté du Mexique, visant à rappeler aux délégués ce qui est en jeu en matière d'efforts pour faire face aux changements climatiques. Au même moment, diverses négociations informelles se sont tenues au Moon Palace tout au long de la journée, les experts et les ministres essayant de raffiner les textes en vue de la phase suivante de négociations.

L'humeur est demeurée constructive dans certains groupes informels, alors que dans d'autres, quelques parties ont rapporté « une absence complète de progrès ». Bon nombre de participants ayant assisté au groupe de rédaction de l'AWG-LCA traitant des textes sur l'atténuation par les pays développés et en développement ont semblé satisfaits d'avoir maintenant un texte de décision et semblaient être prêts à passer au mode de « pleine négociation ». « Enfin ! » s'est exclamé un délégué. D'autres ont averti, cependant, que l'existence d'une formulation de décision n'indique pas nécessairement un progrès, l'un d'eux déclarant, « attendons seulement de voir. Mon impression de la réunion est que les parties ajouteront simplement leurs options à nouveau dans le texte, ce qu'elles ont déjà commencé à faire ! » Les délégués participant au groupe de rédaction sur les « diverses approches de l'atténuation, y compris les mécanismes du marché » ont noté « une quasi-impasse », et quelques délégués émergeant des discussions sur les technologies ont déclaré qu'ils étaient « frustrés ».

Étant donné la lenteur des progrès sur beaucoup de questions prévues pour être parmi les principaux résultats de Cancún, des préoccupations commençaient à faire surface au sujet de savoir si et comment tous les éléments nécessaires au paquet global se mettraient en place. Un négociateur s'est inquiété que le processus pourrait s'embourber dans « une attitude n'occasionnant aucun progrès sur rien jusqu'à ce que des progrès aient été accomplis sur tout ». Bon nombre de négociateurs chevronnés ont reconnu que ce sera difficile « de combler les lacunes », bien qu'il y eut quelques indications que les négociateurs commençaient à identifier les endroits où les compromis pourraient être atteints entre les différents blocs de négociation, et certains ont également commencé à contempler les scénarios du « plan B ».

Par exemple, certains négociateurs de la REDD+ ont été vu travaillant sur des stratégies pour s'assurer que si une décision complète ne peut pas être prise, un accord plus simple pour avancer sur la REDD+ pourrait être assuré comme base pour les initiatives ayant cours dans bon nombre de pays en développement. Un délégué vétérinaire a remarqué : « les parties impatientes redoublent d'efforts pour essayer de s'assurer que l'accord sur la REDD+ ne soit pas pris en otage par d'autres questions et ils essayent simultanément de l'adapter à différentes vues philosophiques des marchés et des garanties ».

Alors que la plupart des délégués commençaient à retourner à leurs hôtels à la suite de la rencontre en soirée du groupe de contact de l'AWG-KP, qui s'est terminé à environ 21 h, d'autres, y compris le Secrétariat, se préparaient à une longue nuit. « Les textes révisés de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP seront diffusés demain et je dois être ici pour la séance plénière de bilan de la CdP/RdP en début de matinée » a expliqué une déléguée se précipitant à nouveau sur son ordinateur.